



Des défis de taille pour la place économique suisse

economiesuisse s'alarme des velléités de répondre à la numérisation croissante de l'économie par des réglementations étendues. Lors de la conférence de presse annuelle d'economiesuisse qui s'est tenue à Berne, Heinz Karrer, son président, a souligné que cette profonde mutation représente un défi de taille pour les entreprises et la société. Elle offre cependant aussi des opportunités majeures qu'il faut se garder de bloquer d'emblée.

En 2017, la Fédération des entreprises suisses continuera de s'intéresser de près aux opportunités et aux conséquences de la numérisation. Cette mutation touche tout et tout le monde. Selon Heinz Karrer. «La question de savoir si nous jugeons ce changement bon ou mauvais n'est pas pertinente – il aura lieu.» Dans ce contexte, il faut se garder de répondre à ces défis en enfermant notre économie. Des réglementations supplémentaires, limitant la liberté économique ne devraient être décidées que si elles sont proportionnées et qu'il n'y pas de meilleure solution. «Ne cloisonnons pas notre pays à coup de réglementations protectionnistes qui entravent la concurrence et freinent l'innovation», a déclaré Heinz Karrer. L'ouverture de notre économie est un des facteurs de succès fondamentaux de la Suisse, et prend toute son importance en matière d'économie numérique.

Pas de nouvelles réglementations introduites à la hâte

Comme exemple de nouvelle réglementation problématique, Heinz Karrer a cité la loi sur les maisons de jeu et l'idée d'introduire, dans le cadre de sa révision, des blocages de réseau pour limiter l'accès aux jeux en ligne à l'étranger. Une telle mesure créerait un dangereux précédent que d'autres branches pourraient invoquer par la suite. Selon Heinz Karrer, il n'y a pas lieu d'adopter une nouvelle réglementation hâtive, car appliquée correctement, la législation actuelle est efficace dans une économie numérisée. Pour la branche des taxis, par exemple, il serait judicieux de supprimer des prescriptions spéciales dépassées telles que l'examen obligatoire des connaissances de la région ou la réglementation spéciale de la durée du travail et, à la place, de soumettre tous les services de transport au droit du travail et au code des obligations actuels.

Renforcer la recherche avec la réforme fiscale

Pour l'heure, economiesuisse se focalise sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises. Deux semaines avant la votation, on ne voit toujours pas quelle voie crédible emprunter en cas de non. À Berne, Monika Rühl, directrice d'economiesuisse, a indiqué clairement que le statu quo n'était pas possible en matière de fiscalité des entreprises. En l'absence de réforme, notre système fiscal ne serait plus accepté à l'échelle internationale, et ce assez rapidement. «Nous ne pouvons pas nous le permettre.» Selon Monika Rühl, la réforme fiscale est une réponse avisée à ce défi, car elle introduit des instruments qui ont fait leurs preuves à l'échelle internationale et renforcent la recherche.

economiesuisse s'attend à une nouvelle intensification de la concurrence fiscale avec le changement de gouvernement à Washington et le Brexit. Tant les États-Unis que la Grande-Bretagne pourraient chercher à compenser d'éventuels désavantages de leur place économique en baissant leurs taux d'imposition. Dans ces conditions, il est urgent que la Suisse arrête sa future politique fiscale. Heinz Karrer, président d'economiesuisse, ne partage pas l'avis du comité référendaire selon lequel un nouveau projet pourrait être rapidement ficelé en cas de non. À ses yeux, la marge de manœuvre est étroite, sur les plans du contenu et des délais.

Pour une politique européenne constructive

Parmi les autres chantiers politiques qui occuperont l'organisation économique en 2017, Monika Rühl a mis en avant celui de l'Europe. Concrètement, economiesuisse continuera de s'engager en faveur d'une collaboration constructive et efficace avec les voisins européens. La réforme de la prévoyance vieillesse et l'initiative «Monnaie pleine» sont deux autres projets importants. Selon Monika Rühl, le second propose une expérience hautement risquée avec des conséquences imprévisibles, si bien que la Suisse ferait bien de le refuser. La directrice d'economiesuisse a également mentionné l'agriculture. Les améliorations introduites à la faveur de la politique agricole 2014/17, qui a relégué au second plan l'encouragement de la production, subissent une pression croissante. Les projets qui visent à renforcer le protectionnisme ou à augmenter les subventions doivent être rejetés.

Pour toute question: Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39

Marché de concurrence et liberté d'entreprendre



L'essor économique repose sur l'esprit d'entreprise. Les entreprises ont besoin du maximum d'espace de liberté pour se développer.